

SENATO DELLA REPUBBLICA

XII LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 8

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

APPROVATA NELLA SEDUTA DI GIOVEDÌ 16 GIUGNO 1994

Raccomandazione n. 564
sul ruolo e l'avvenire delle armi nucleari

Annunziata il 14 luglio 1995

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant des importantes réductions des arsenaux nucléaires des Etats-Unis et de la Russie qui ont fait suite à la signature des Traités START I et START II et à la fin de la guerre froide;

(ii) Consciente du fait qu'une mise en oeuvre complète des Traités START I et START II ne se réalisera pas avant l'année 2003;

(iii) Constatant que les Etats-Unis procèdent pour l'instant à une réévaluation complète de la situation de leurs forces nucléaires et que leur volonté politique de préparer une nouvelle réduction des arsenaux straté-

giques dans le cadre d'un futur Traité START III est réelle;

(iv) Constatant cependant que, pour sa part, la Russie est de plus en plus tentée, en raison notamment du déclin de ses forces conventionnelles, de faire de sa capacité nucléaire stratégique le coeur de sa politique de défense;

(v) Mesurant l'instabilité politique que connaissent actuellement la Russie et les ex-Républiques soviétiques, ainsi que les dangers qu'elle entraîne;

(vi) Constatant que le doute continue de planer quant à la volonté réelle de la Russie de ratifier et de mettre en oeuvre le Traité START II;

(vii) Constatant qu'en dépit de la fin de la guerre froide et de la signature des traités à caractère historique sur la réduction des arsenaux nucléaires, les rapports de dissuasion réciproque entre la Russie et les puissances nucléaires occidentales restent d'actualité, tout comme le principe de « l'usage en premier » du feu nucléaire qui reste partout la clef de voûte de la doctrine de dissuasion;

(viii) Constatant que, malgré les récents efforts tendant à établir la confiance entre les anciens adversaires de la guerre froide au niveau des dirigeants politiques et des experts, une absence étonnante de confiance réciproque, de volonté de transparence et de compréhension mutuelle subsiste dans de multiples autres milieux;

(ix) Consciente du fait que, si l'on ne tient pas davantage compte de la persistance des soupçons, des préjugés, des divergences de fond sur les doctrines militaires et des divergences d'intérêts au plan de la politique étrangère, l'instauration de nouvelles relations visant à la sécurité, la stabilité et la confiance entre, d'une part, les membres de l'Alliance atlantique et, d'autre part, la Fédération de Russie risque d'être compromise;

(x) Espérant à cet égard que la Russie acceptera d'adhérer au « partenariat pour la paix » proposé par l'Alliance atlantique;

(xi) Se félicitant des accords bilatéraux intervenus entre les Etats-Unis et la Russie d'une part, le Royaume-Uni et la Russie d'autre part, en vue de ne plus désigner à l'avance les objectifs de frappe des armes nucléaires, même si la valeur de ces accords est plus symbolique que véritable;

(xii) Estimant que d'autres mesures, telles que, par exemple, l'annulation de l'état d'alerte pour la majorité des missiles stratégiques et la séparation des ogives nucléaires de leurs vecteurs, devraient être envisagées;

(xiii) Souhaitant d'une manière générale qu'à la théorie de la « destruction mutuelle

assurée » (Mutual assured destruction: MAD) succède la mise en place politique de la « coopération assurée » (mutual assured cooperation: MAC);

(xiv) Constatant qu'il serait totalement illogique d'entamer la mise en oeuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) comportant l'élaboration par l'UEO d'une politique de défense commune « qui pourrait conduire à terme à une défense commune », sans procéder à un examen approfondi du rôle des forces nucléaires françaises et britanniques dans la définition d'une politique de défense commune de l'Union européenne;

(xv) Se félicitant des travaux de la Commission permanente franco-anglaise sur la politique et la doctrine nucléaires, qui a notamment confirmé l'existence de nombreuses convergences des analyses réalisées par les deux pays;

(xvi) N'ignorant pas que la persistance d'un redoutable arsenal nucléaire en Russie continue à déterminer la structure et le déploiement des forces nucléaires de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis;

(xvii) Notant, au plan de la prolifération, que l'on peut se demander si la possession d'armes nucléaires par les Etats officiellement détenteurs de ces armes joue un rôle dissuasif à l'égard des pays tiers souhaitant acquérir leurs propres armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive;

(xviii) Reconnaissant que, en particulier aux Etats-Unis, l'importance de la dissuasion nucléaire en tant que moyen de prévenir la guerre a tendance à décroître, tandis que la dissuasion nucléaire élargie perd, elle aussi, de sa crédibilité;

(xix) Notant que les 700 bombes nucléaires à gravité B-61 des Etats-Unis, restées en Europe à la suite de la décision prise par l'OTAN en octobre 1991, remplissent un rôle purement symbolique et politique;

(xx) Constatant qu'il est de plus en plus vrai que la dissuasion nucléaire dans la con-

joncture nouvelle n'est réellement crédible que si les intérêts vitaux d'un pays ou d'un groupe de pays sont directement menacés par la puissance qu'il convient de dissuader;

(xxi) Estimant qu'il conviendrait de procéder, au regard de la politique de sécurité commune de l'Union européenne et dans le cadre de l'UEO, à un examen de ce que la France et le Royaume-Uni entendent par leurs intérêts vitaux qui sont protégés par leurs moyens nucléaires;

(xxii) Regrettant que les politiques de défense des pays européens ne présentent pas une cohésion suffisante et qu'en dépit de déclarations générales audacieuses, il n'existe pas de cohésion et d'entente entre nos pays en ce qui concerne le développement et l'avenir de leurs relations stratégiques avec la Russie, ce qui serait pourtant indispensable à la mise en place d'un système de sécurité durable en Europe;

(xxiii) Se félicitant de l'octroi d'un statut « d'associé » aux pays d'Europe centrale membres du Forum de consultation;

(xxiv) Soulignant toutefois que la politique de l'UEO visant à resserrer les liens avec ses partenaires d'Europe centrale en matière de sécurité ne contribuera guère à la sécurité européenne si elle ne s'accompagne pas de consultations fréquentes aux niveaux politique et militaire avec la Russie et les autres républiques européennes de la CEI en vue d'instaurer une relation stratégique reposant sur la compréhension véritable et le respect des intérêts mutuels;

(xxv) Constatant qu'il importe au plus haut point d'intensifier et d'améliorer encore la coopération internationale en matière de lutte contre la prolifération, notamment en prorogeant, en 1995, le traité de non-prolifération, en perfectionnant le Régime de contrôle de la technologie des missiles et en instituant une organisation à composition élargie pour succéder au Cocom;

(xxvi) N'ignorant pas qu'aucun régime de non-prolifération actuel ou futur ne peut garantir qu'un pays disposant des ressources financières suffisantes et de la ténacité voulue ne se dotera pas de missiles balistiques ou d'armes de destruction massive;

(xxvii) Constatant que les Etats officiellement dotés d'armes nucléaires ont un urgent besoin d'une politique cohérente et coordonnée pour faire face à des situations dans lesquelles des pays tiers participant à la prolifération menaceraient d'utiliser une arme nucléaire;

(xxviii) Reconnaisant qu'il importe de définir une politique européenne cohérente de lutte contre la prolifération en s'inspirant des discussions qui se déroulent déjà dans le cadre de l'Alliance atlantique à la suite de la récente initiative des Etats-Unis;

(xxix) Rappelant les résultats du colloque sur une défense antimissile pour l'Europe organisé à Rome par l'Assemblée (20-21 avril 1993) et notamment la recommandation de l'Assemblée incitant le Conseil à décider, en se fondant sur une évaluation soigneuse des risques, s'il serait nécessaire, et dans quelle mesure, de charger l'industrie européenne de procéder à une étude de faisabilité sur les besoins relatifs à un système de protection antimissile rentable pour l'Europe;

(xxx) Prenant acte du fait que le Conseil de l'UEO, dans sa réponse à la Recommandation n. 540, a fait observer que les questions nucléaires ne sont pas actuellement à son ordre du jour;

(xxxi) Soulignant toutefois que les considérations qui précèdent devraient constituer une incitation à redéfinir le rôle des armes nucléaires dans la sécurité de l'Europe, comprenant qu'il est impossible de revenir sur leur invention et que, pour cette raison même, ces armes resteront déployées et continueront dans un avenir prévisible à jouer un rôle important dans les relations internationales;

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De créer, au sein de l'UEO, un groupe d'étude stratégique chargé:

d'examiner le rôle et l'avenir des armes nucléaires pour la sécurité européenne, notamment les différents aspects d'une dissuasion nucléaire élargie dans le cadre de l'Europe;

d'examiner le rôle que pourraient jouer tous les Etats membres de l'UEO dans la définition d'une future stratégie nucléaire européenne;

d'étudier éventuellement, ensuite, la possibilité de créer un organe de coordination nucléaire au sein de l'UEO;

d'examiner les aspects militaires d'une politique européenne active en matière de lutte contre la prolifération;

d'examiner les possibilités d'une aide européenne à la CEI en vue du démantèlement des têtes nucléaires en surnombre

suite aux accords bilatéraux et aux décisions unilatérales intervenues entre les Etats-Unis et les Républiques nucléaires de la CEI;

2. De prendre des mesures afin d'intensifier les relations avec les républiques européennes de la CEI, notamment la Russie et l'Ukraine, en vue de veiller à ce que la définition d'une identité européenne de défense ne crée pas de nouvelles méfiances ou ne provoque des réactions qui pourraient être contraires à l'objectif recherché, c'est-à-dire à la création d'un ordre européen de sécurité collective;

3. De veiller à ce que les initiatives mentionnées ci-dessus soient mises en oeuvre dans une atmosphère de totale transparence avec les alliés nord-américains de l'Europe occidentale afin de s'assurer qu'ils soutiennent la formation d'une identité européenne de sécurité et de défense.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 564
sul ruolo e l'avvenire delle armi nucleari**

L'ASSEMBLEA,

(i) Felicitandosi delle notevoli riduzioni degli arsenali nucleari degli Stati Uniti e della Russia dopo la firma del Trattato START I e START II e la fine della guerra fredda;

(ii) Cosciente del fatto che una messa in opera completa dei Trattati START I e START II non si realizzerà prima dell'anno 2003;

(iii) Constatando che gli Stati Uniti procedono per il momento ad un completo riesame della situazione delle loro forze nucleari e che la loro volontà politica di preparare un'ulteriore riduzione delle forze nucleari e degli arsenali strategici nel quadro di un futuro Trattato START III, è reale;

(iv) Constatando tuttavia che per parte sua la Russia è sempre più tentata, a causa in particolare del declino delle forze convenzionali, di fare della sua capacità strategica il cuore della sua politica di difesa;

(v) Misurando l'instabilità politica che conoscono attualmente la Russia e le ex Repubbliche sovietiche nonché i pericoli che ciò comporta;

(vi) Constatando che il dubbio continua ad incombere sulla reale volontà della Russia di ratificare e di mettere in atto il Trattato START II;

(vii) Constatando che nonostante la fine della guerra fredda e la firma dei Trattati a

carattere storico sulla riduzione degli arsenali nucleari, i rapporti di reciproca dissuasione tra la Russia e le potenze nucleari occidentali restano di attualità, come il principio dell'« uso per primo » dell'arma nucleare che resta dappertutto la chiave cruciale della dottrina di discussione;

(viii) Constatando che nonostante i recenti sforzi volti ad instaurare la fiducia tra gli ex avversari della guerra fredda a livello dei dirigenti politici e degli esperti, un'assenza sorprendente di reciproca fiducia, di volontà di trasparenza e di reciproca comprensione sussiste in altri numerosi ambienti;

(ix) Cosciente del fatto che, se non ci si preoccuperà maggiormente della persistenza dei sospetti, dei pregiudizi, delle divergenze di interesse sul piano della politica estera, l'instaurazione di nuovi rapporti miranti alla sicurezza, alla stabilità e alla fiducia tra i membri dell'Alleanza Atlantica da un lato e la Federazione della Russia dall'altro, rischia di essere compromessa;

(x) Augurandosi a questo proposito che la Russia accetterà di aderire al « partenariato per la pace » proposto dall'alleanza Atlantica;

(xi) Felicitandosi degli accordi bilaterali intervenuti tra gli Stati Uniti e la Russia da un lato, e tra il Regno Unito e la Russia dall'altro, al fine di non designare più in anticipo gli obiettivi di attacco delle armi nucleari, anche se il valore di questi è più simbolico che reale;

(xii) Valutando che altri provvedimenti quali per esempio l'annullamento dello stato di allerta per la maggioranza dei missili strategici e la separazione degli ordigni nucleari dai loro vettori dovrebbero essere considerati;

(xiii) Augurandosi in generale che alla teoria della reciproca distruzione assicurata (*Mutual Assured Destruction: MAD*) subentri la messa a punto di una politica della « cooperazione garantita » (*Mutual Assured Cooperation: MAC*);

(xiv) Constatando che sarebbe assolutamente illogico avviare la messa a punto di una politica estera e di sicurezza comune (*PESC*) comportante l'elaborazione da parte dell'UEO di una politica di difesa comune senza procedere ad un esame approfondito del ruolo delle forze nucleari francesi e britanniche nella definizione di una politica di difesa comune dell'Unione Europea;

(xv) Felicitandosi dei lavori della Commissione permanente franco-inglese sulla politica e sulla dottrina nucleare, che ha nettamente confermato l'esistenza di numerose convergenze di analisi realizzate dai due paesi;

(xvi) Non ignorando che la persistenza di un temibile arsenale nucleare in Russia continua a determinare la struttura e lo spiegamento delle forze nucleari della Francia, del Regno Unito e degli Stati Uniti;

(xvii) Notando che sul piano della proliferazione ci si può domandare se il possesso di armi nucleari dagli Stati ufficialmente detentori di queste armi giochi un ruolo dissuasivo nei confronti dei paesi terzi che vorrebbero acquistare proprie armi nucleari o altre armi di distruzione di massa;

(xviii) Riconoscendo che, in particolare negli Stati Uniti, l'importanza della dissuasione nucleare quale mezzo di prevenzione della guerra ha tendenza a decrescere mentre la dissuasione nucleare allargata perde anch'essa parte della sua credibilità;

(xix) Notando che le 700 bombe nucleari gravitazionali B-61 degli Stati Uniti rimaste in Europa a seguito della decisione presa dalla NATO nell'ottobre 1991, giocano un ruolo unicamente simbolico e politico;

(xx) Constatando che è sempre più vero che la dissuasione nucleare nella nuova congiuntura è realmente credibile solo se gli interessi vitali di un paese o di un gruppo di paesi sono direttamente minacciati dalla potenza che conviene dissuadere;

(xxi) Valutando che converrebbe procedere, nei confronti della politica di sicurezza comune dell'UEO, ad un'esame di ciò che la Francia ed il Regno Unito intendono per loro interessi vitali che sono protetti dai loro mezzi nucleari;

(xxii) Rammaricandosi che le politiche di difesa dei paesi europei non presentano una coesione sufficiente e che malgrado alcune dichiarazioni audaci, non esiste nessuna coesione e intesa tra i nostri paesi per quanto riguarda lo sviluppo dei rapporti strategici con la Russia, che sarebbe invece indispensabile per la messa a punto di un sistema di sicurezza durevole in Europa;

(xxiii) Felicitandosi della concessione di uno statuto di « associati » ai paesi dell'Europa centrale membri del Forum di consultazione;

(xxiv) Sottolineando tuttavia che la politica dell'UEO rivolta a rafforzare i rapporti con i suoi partner dell'Europa centrale in materia di sicurezza, non contribuità in grande misura alla sicurezza europea se non viene sostenuta da frequenti dibattiti a livello politico e militare con la Russia e le altre Repubbliche europee della CSI al fine di stabilire un rapporto strategico basato sulla reale comprensione ed il rispetto degli interessi reciproci;

(xxv) Constatando che è indispensabile intensificare al massimo e migliorare ancora di più la cooperazione internazionale in materia di lotta contro la proliferazione, in particolare prorogando nel 1995 il Trattato sulla non-proliferazione, perfezio-

nando il regime di controllo della tecnologia dei missili e istituendo un'organizzazione di vasta entità che succeda al Cocom;

(xxvi) Non ignorando che nessun regime di non-proliferazione attuale o futuro può garantire che un paese che possiede risorse finanziarie sufficienti e tenace volontà non si procurerà missili balistici o armi di distruzione di massa;

(xxvii) Constatando che gli Stati ufficialmente dotati di armi nucleari hanno un bisogno urgente di una politica coerente e coordinata per far fronte a delle situazioni nelle quali dei paesi terzi che partecipano alla proliferazione minaccerebbero di utilizzare armi nucleari;

(xxviii) Riconoscendo che è necessario definire una politica europea coerente di lotta contro la proliferazione ispirandosi alle discussioni che si svolgono già nel quadro dell'Alleanza Atlantica a seguito della recente iniziativa degli Stati Uniti;

(xxix) Ricordando che i risultati del colloquio sulla difesa anti-missilistica per l'Europa organizzato a Roma dall'Assemblea (20-21 aprile 1993) e in particolare la raccomandazione dell'Assemblea che incitava il Consiglio a decidere, basandosi su una valutazione accurata dei rischi, se fosse necessario e in quale misura, incaricare l'industria europea a procedere ad uno studio di fattibilità sui bisogni relativi ad un sistema di protezione anti-missilistica redditizio per l'Europa;

(xxx) Prendendo atto del fatto che il Consiglio dell'UEO nella sua risposta alla raccomandazione n. 540 ha fatto osservare che i temi nucleari non sono attualmente al suo ordine del giorno;

(xxxi) Sottolineando tuttavia che le considerazioni precedenti dovrebbero costituire un incitamento a ridefinire il ruolo delle armi nucleari nella sicurezza europea, comprendendo che è impossibile ritornare sulle loro invenzioni e che, per questa stessa

ragione, queste armi resteranno dispiegate e continueranno nell'avvenire a giocare un ruolo importante nei rapporti internazionali;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di creare, all'interno dell'UEO, un gruppo di studio strategico incaricato:

di esaminare il ruolo e l'avvenire delle armi nucleari per la sicurezza europea, in particolare i diversi aspetti di una dissuasione nucleare allargata nel quadro europeo;

di esaminare il ruolo che potrebbero giocare tutti gli Stati membri dell'UEO nella definizione di una futura strategia nucleare europea;

di studiare eventualmente, in seguito, la possibilità di creare un organo di coordinamento nucleare all'interno dell'UEO;

di esaminare gli aspetti militari di una politica europea attiva in materia di lotta contro la proliferazione;

di esaminare le possibilità di aiuto europeo alla CSI in vista dello smantellamento delle testate nucleari in sovrannumero a seguito degli accordi bilaterali e alle decisioni unilaterali sopraggiunte tra gli Stati Uniti e le Repubbliche nucleari della CSI;

2. Di prendere dei provvedimenti volti ad intensificare i rapporti con le Repubbliche europee della CSI, in particolare con la Russia e l'Ucraina, al fine di assicurarsi che la definizione di un'identità europea di difesa non crei nuove diffidenze o non provochi reazioni che potrebbero essere contrarie all'obiettivo ricercato, cioè alla creazione di un ordine europeo di sicurezza collettiva;

3. Di vigilare affinché le iniziative sopracitate siano adottate in un'atmosfera di totale trasparenza con gli alleati nord-americani dell'Europa occidentale in modo da assicurarsi che sostengano la formazione di una identità europea di sicurezza e di difesa.

